



# Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale  
1<sup>er</sup> juin 2015  
Français  
Original : anglais

## Comité des droits de l'homme

### Communication n° 2021/2010

#### Décision adoptée par le Comité à sa 113<sup>e</sup> session (16 mars-2 avril 2015)

*Communication présentée par :* E. Z., représenté par des conseils de l'Open Society Justice Initiative et du Bureau international kazakh pour les droits de l'homme et l'état de droit

*Au nom de :* L'auteur

*État partie :* Kazakhstan

*Date de la communication :* 9 novembre 2010 (date de la lettre initiale)

*Références :* Décision prise par le Rapporteur spécial en application de l'article 97 du règlement intérieur, communiquée à l'État partie le 23 décembre 2010 (non publiée sous forme de document)

*Date de la décision :* 1<sup>er</sup> avril 2015

*Objet :* Traitement des personnes privées de liberté; procédure inéquitable en première instance et en appel; discrimination

*Question(s) de procédure :* Irrecevabilité *ratione temporis* et non-épuisement des recours internes

*Question(s) de fond :* Détention arbitraire; droit à un procès équitable; interdiction de la torture et des traitements cruels et inhumains; protection contre l'immixtion dans la vie privée; liberté de circulation; liberté d'expression

*Article(s) du Pacte :* 9, 10, 12, 14 (par. 1, 3 d), 3 e) et 5), 17, 19 et 22

*Article(s) du Protocole facultatif :* 3 et 5 (par. 2 b))



## Annexe

### **Décision du Comité des droits de l'homme au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (113<sup>e</sup> session)**

concernant la

#### **Communication n° 2021/2010\***

*Présentée par :* E. Z., représenté par des conseils de l'Open Society Justice Initiative et du Bureau international kazakh pour les droits de l'homme et l'état de droit

*Au nom de :* L'auteur

*État partie :* Kazakhstan

*Date de la communication :* 9 novembre 2010 (date de la lettre initiale)

*Le Comité des droits de l'homme*, institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

*Réuni le 1<sup>er</sup> avril 2015,*

*Ayant achevé l'examen de la communication n° 2021/2010 présentée par E. Z. en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques,*

*Ayant tenu compte de toutes les informations écrites qui lui ont été communiquées par l'auteur de la communication et l'État partie,*

*Adopte ce qui suit :*

#### **Décision au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif**

1. L'auteur de la communication est E. Z., de nationalité kazakhe, né en 1955. Il se déclare victime d'une violation par le Kazakhstan des droits qu'il tient des articles 9, 10, 12, 14 (par. 1, 3 d), 3 e) et 5), 17, 19 et 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le Protocole facultatif est entré en vigueur pour le Kazakhstan le 30 septembre 2009. L'auteur est représenté par des conseils de l'Open Society Justice Initiative et du Bureau international kazakh pour les droits de l'homme et l'état de droit.

#### **Rappel des faits présentés par l'auteur**

2.1 L'auteur indique que le 26 juillet 2009, autour de 22 h 10, il revenait d'une partie de pêche près du village de Karoy. Il était en voiture avec trois amis et c'était lui qui conduisait. Il affirme qu'il respectait la limite de vitesse. Il explique aussi qu'il a

---

\* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication : Yadh Ben Achour, Lazhari Bouzid, Sarah Cleveland, Olivier de Frouville, Yuji Iwasawa, Ivana Jelić, Duncan Laki Muhumuza, Photini Pazartzis, Mauro Politi, Sir Nigel Rodley, Fabián Omar Salvioli, Anja Seibert-Fohr, Yuval Shany, Konstantine Vardzelashvili et Margo Waterval.

Le texte d'une opinion individuelle signée de Yuval Shany est joint à la présente décision.

soudainement vu quelqu'un sur la route, et que, la personne étant trop près, il n'a pas eu le temps de freiner et l'a heurtée. Le piéton est décédé sur les lieux de l'accident.

2.2 L'auteur indique que l'un des passagers de sa voiture a pu appeler une de ses connaissances pour lui demander d'appeler une ambulance et la police. Lorsque la police est arrivée, l'auteur et les trois passagers ont fait des déclarations. Un des passagers, M. N., a corroboré le récit fait par l'auteur des circonstances de l'accident. Un autre passager, M. S., a seulement déclaré qu'il dormait lorsque l'accident était survenu. L'auteur affirme qu'il a coopéré pleinement avec la police à tous les stades de l'enquête. Soucieux de se réconcilier avec les proches du défunt, il a versé une indemnité de 15 000 dollars des États-Unis à la famille, et a présenté ses excuses aux parents.

2.3 L'auteur indique que, le 27 juillet 2009, la police du district de Balkhach a ouvert une enquête sur l'accident. L'alcoolémie de l'auteur a été vérifiée et les passagers ont été interrogés. Le 28 juillet 2009, l'enquête a été transférée à la police de la route de la région d'Almaty. L'auteur affirme qu'il avait été « secrètement » désigné comme suspect mais qu'au moment de l'interrogatoire de police, le 28 juillet 2009, il croyait n'être qu'un témoin. À ce moment-là, il a déclaré à la police que sa visibilité « avait diminué » et qu'il lui semblait que lorsqu'il avait vu le piéton, celui-ci n'était qu'à deux ou trois mètres de son véhicule. Le 30 et le 31 juillet, l'auteur a fait d'autres déclarations à la police. Il a alors été interrogé sur les divergences entre sa déclaration du 27 juillet 2009 et celle du 28 juillet 2009 concernant la distance entre la voiture et le piéton. Il a expliqué que juste après l'accident, il était en état de choc et « de ce fait, ne [savait] pas d'où cet homme était apparu » devant sa voiture.

2.4 Le 12 août 2009, la police a ordonné une expertise de l'accident<sup>1</sup>, qui a été achevée le 14 août 2009. L'expert a conclu que l'auteur « aurait pu éviter le piéton ». Le même jour, la police a annoncé la fin de son enquête. L'auteur affirme que c'est à ce moment-là qu'il a été informé pour la première fois qu'il était considéré comme un suspect dans l'enquête. Il a été inculpé de l'infraction pénale de violation du Code de la route ayant entraîné la mort par négligence, en vertu du paragraphe 2 de l'article 296 du Code pénal. Il a été libéré immédiatement à la condition de ne pas quitter son lieu de résidence.

2.5 L'auteur affirme que son avocat et lui-même ont eu une seule journée, le 15 août 2009, pour étudier le dossier pénal. Ils ont pu prendre des photos de chaque page avec un appareil photo numérique<sup>2</sup>. Le 17 août 2009, l'auteur a envoyé une « lettre de réconciliation » à la mère du défunt. Il affirme que la police aurait dû entamer un « processus de réconciliation », comme le prescrit la loi, mais qu'elle ne l'a pas fait. Le 18 août 2009, le dossier d'enquête de la police a été envoyé au Bureau du Procureur.

2.6 Le 18 août 2009, l'auteur a demandé que la police procède à une expertise supplémentaire, « compte tenu des lacunes » de la première. La police a refusé, mais n'en a informé l'auteur que juste avant le procès<sup>3</sup>. L'auteur affirme que la loi kazakhe exige qu'il soit répondu à toutes les demandes de la défense avant qu'une affaire ne soit transmise au tribunal par le Bureau du Procureur. Malgré cela, le Bureau du Procureur a saisi le tribunal le 20 août 2009. L'auteur affirme qu'il a demandé à plusieurs experts indépendants de réaliser une expertise de l'accident.

2.7 L'auteur indique que le procès a débuté le 27 août 2009 et que trois audiences ont eu lieu, les 27 août, 2 septembre et 3 septembre 2009. L'avocat de la défense a

<sup>1</sup> L'auteur affirme que cette expertise a été réalisée par le Centre d'expertise médico-légale d'Almaty, qui est un organisme public.

<sup>2</sup> L'auteur indique que le dossier comprenait 150 pages.

<sup>3</sup> L'auteur fait valoir qu'il n'a donc pas pu former de recours contre cette décision.

tenté de contester les résultats de l'expertise. Le juge de première instance a rejeté ces demandes. L'auteur a renvoyé à plusieurs examens effectués par des experts indépendants, qui critiquaient les méthodes des experts de l'accusation<sup>4</sup>. Le 2 septembre 2009, l'auteur a demandé de faire citer comme témoins experts l'enquêteur principal du service de police régional d'Almaty ainsi que des experts indépendants. Le tribunal a accepté sa demande concernant l'enquêteur, mais a refusé la citation des experts indépendants, sans donner de raisons précises. L'auteur indique qu'au total, trois experts ont été interrogés lors de l'enquête et ont témoigné devant le tribunal.

2.8 L'auteur affirme aussi qu'il y a eu un certain nombre de violations de la procédure pendant le procès. Le tribunal n'a pas appliqué la procédure de réconciliation, « a fait preuve de parti pris contre la défense », a omis de statuer sur plusieurs requêtes de la défense, a refusé de « ménager la possibilité de se préparer convenablement pour les plaidoiries », et ne s'est pas conformé aux règles de procédure exigeant de laisser suffisamment de temps pour délibérer et préparer le verdict. À l'issue du procès, l'auteur a été déclaré coupable et condamné à une peine de quatre ans d'emprisonnement, à exécuter dans une colonie pénitentiaire réservée aux personnes condamnées pour infractions commises par négligence<sup>5</sup>. Après l'annonce du jugement le 3 septembre 2009, l'auteur a été placé en détention.

2.9 L'auteur indique que, le 20 octobre 2009, le collège des affaires pénales du Tribunal régional d'Almaty a examiné son appel contre le jugement du tribunal de première instance. Bien qu'il ait demandé par écrit à être présent lors des audiences d'appel, il n'y a pas été amené depuis le centre de détention provisoire où il était détenu à l'époque. Le tribunal a jugé que la participation de la personne condamnée n'était obligatoire que dans les cas où le procureur demandait une peine plus lourde que celle prononcée en première instance. En conséquence, l'auteur a été représenté par des avocats<sup>6</sup>.

2.10 L'auteur affirme que l'une des raisons ayant motivé son appel était le fait que le tribunal de première instance n'avait pas tenu compte des preuves des experts indépendants. La juridiction d'appel a déclaré qu'« elle n'avait aucun doute quant à l'objectivité » de l'expertise réalisée dans le cadre de l'enquête. Au cours de la procédure d'appel, la mère du défunt a déclaré à la cour qu'elle s'était réconciliée avec l'auteur et que celui-ci avait payé des dommages-intérêts à la famille. Elle a demandé au tribunal d'abandonner les poursuites pénales. L'avocat de la victime<sup>7</sup> a demandé à la cour de confirmer le jugement.

2.11 L'auteur soutient que le déroulement des audiences d'appel a démontré la partialité du tribunal. Il ajoute que, contrairement à ce que préconise le Comité, ses avocats et lui n'ont pas pu disposer du texte écrit du jugement, dûment motivé, de la juridiction de jugement pour préparer l'audience d'appel. Le tribunal a rejeté à plusieurs reprises les requêtes de la défense, sans explications. Seules 45 personnes ont été autorisées à être présentes, au motif que la capacité de la salle d'audience était limitée<sup>8</sup>. La juridiction d'appel a rejeté les arguments de l'avocat de la défense et confirmé le jugement du tribunal de première instance.

<sup>4</sup> L'auteur affirme que les experts indépendants ont établi un « rapport de reconstitution de l'accident » qui a montré que l'auteur « n'avait techniquement pas la possibilité d'éviter la collision lorsque le risque s'est manifesté ».

<sup>5</sup> Le tribunal a également privé l'auteur du droit de conduire un véhicule pour une durée de trois ans.

<sup>6</sup> Trois avocats ont participé à la première procédure en appel le 20 octobre 2009.

<sup>7</sup> L'auteur n'indique pas clairement si cet avocat agissait au nom de la mère du défunt ou de quelqu'un d'autre.

<sup>8</sup> L'auteur affirme que plus d'une centaine de personnes se sont vu refuser l'accès à la salle d'audience.

2.12 L'auteur indique que, le 17 novembre 2009, il a formé un nouveau recours devant le Collège de supervision du Tribunal régional d'Almaty, ce qui, selon lui, est une « procédure discrétionnaire » prévue par la loi<sup>9</sup>. Les griefs soulevés étaient les mêmes que lors de l'appel précédent : le parti pris de la juridiction de jugement et, par la suite, de la juridiction d'appel, le fait que ces tribunaux n'avaient pas statué sur de nombreuses requêtes de la défense et leur refus d'examiner les preuves des experts indépendants. L'appel a été rejeté, et le jury a considéré que les arguments avancés avaient fait l'objet d'un examen approfondi au cours de la procédure d'appel précédente et que toutes les preuves avaient été appréciées correctement. Le 26 avril 2010, la Cour suprême a refusé d'examiner le recours dont elle avait été saisie le 27 janvier 2010.

2.13 L'auteur indique que, le 25 octobre 2009, il a été transféré dans un centre de détention à régime souple, appelé colonie pénitentiaire, situé dans la ville de Ust-Kamenogorsk. La colonie se trouve à environ 1 000 km de la capitale, Astana, ce qui a rendu difficiles les visites de ses avocats ou de sa famille. L'auteur explique qu'elle a ouvert au début octobre 2009 et qu'une centaine de détenus y ont alors été transférés depuis un établissement pénitentiaire d'Astana. À Astana, la plupart des détenus vivaient à l'extérieur de la colonie avec leur famille, et beaucoup avaient un emploi. Après leur arrivée à la colonie d'Ust-Kamenogorsk, aucun des détenus transférés n'a été autorisé à recevoir des visites de longue durée pendant environ un mois et demi, et aucun n'a été autorisé à vivre avec sa famille.

2.14 L'auteur fait valoir que les conditions dans la colonie pénitentiaire étaient restrictives. Il résidait dans un dortoir avec 28 autres détenus, et ils partageaient un seul WC. Contrairement à ce qui était indiqué dans le règlement de la prison, il y avait pas de cuisine pour les détenus. Si ceux-ci étaient autorisés à sortir de la colonie, ils devaient être présents lors de l'appel du matin et du soir.

2.15 L'auteur affirme en outre qu'à partir d'avril 2010, les visites de durée prolongée à la famille à l'extérieur de la colonie n'ont plus été autorisées. Le 17 avril 2010, sa demande de rendre une telle visite a été refusée par l'administration pénitentiaire. Dans la colonie, il n'y avait que deux chambres familiales pour 150 détenus, si bien qu'il était impossible d'y programmer des visites de la famille. En outre, le 16 novembre 2009, l'auteur a été empêché de rencontrer son avocat. L'administration de la colonie a dit à l'avocat qu'il devait obtenir l'autorisation du chef de l'administration, qui était alors absent. Le 28 septembre 2010, lorsque l'auteur a rencontré un représentant d'une organisation non gouvernementale (ONG), un membre de l'administration de la colonie était présent.

2.16 L'auteur affirme que, pendant sa détention dans la colonie, il n'a pas bénéficié de certains privilèges qui étaient régulièrement accordés à d'autres prisonniers; par exemple, il n'a pas obtenu de permission pour passer des week-ends à l'extérieur de la colonie. Il a également été tenu d'indiquer les noms et numéros de téléphone de chaque personne qu'il voulait appeler, alors que d'autres prisonniers n'étaient pas soumis à une telle obligation. L'administration de la colonie ne lui a pas non plus fourni de traitement médical quand il a eu la grippe, mais il a été autorisé à rester au lit et à utiliser les médicaments apportés par ses amis et collègues. À une autre occasion, il a dû attendre trois semaines pour une opération dentaire sur une gencive infectée.

2.17 En outre, le 11 novembre 2009, l'administration de la colonie a tenté de forcer l'auteur à signer un contrat de travail avec une entreprise publique. L'auteur a refusé, au motif qu'il n'était pas satisfait des conditions de travail et du salaire. En conséquence, il a fait l'objet d'une mesure disciplinaire pour avoir refusé de travailler,

<sup>9</sup> L'auteur cite le paragraphe 1 de l'article 459 du Code de procédure pénale du Kazakhstan.

ce qui était considéré comme une « infraction grave aux règles pénitentiaires ». Le 13 janvier 2010, sous la menace de nouvelles mesures disciplinaires, il a signé un contrat de travail, mais il a déposé plainte auprès du Bureau du Procureur pour dénoncer le caractère « illégal » de ce contrat.

2.18 En ce qui concerne le refus de l'autoriser à vivre en dehors de la colonie, l'auteur a présenté de nombreuses plaintes au Bureau du Procureur, au Ministère de la justice et au Bureau du Médiateur, mais il n'a reçu aucune « réponse officielle ». Le 13 décembre 2009, il a déposé une plainte après que l'administration a refusé deux visites d'une ONG. Le Bureau du Procureur a accepté la plainte et demandé au chef de l'administration de la colonie de s'abstenir de telles violations à l'avenir. L'auteur a également dénoncé auprès du Bureau du Procureur et du tribunal de Ust-Kamenogorsk la mesure disciplinaire dont il avait l'objet pour avoir refusé de conclure un contrat de travail. Le Bureau du Procureur a répondu que la mesure disciplinaire était légale. Le tribunal a refusé d'examiner sa plainte, en invoquant des questions de compétence.

### **Teneur de la plainte**

3.1 En ce qui concerne la recevabilité des griefs qu'il tire des paragraphes 1 et 3 d) et e) de l'article 14, l'auteur reconnaît que certains des faits ont eu lieu avant l'entrée en vigueur du Protocole facultatif pour l'État partie. Il fait valoir que ces violations ont depuis été cautionnées par l'État partie, par des actes ou de façon implicite, qu'elles se sont poursuivies après l'entrée en vigueur du Protocole facultatif et qu'elles produisent des effets qui constituent eux-mêmes des violations du Pacte<sup>10</sup>. Il fait également valoir que les griefs et les arguments formulés lors du procès ont été répétés par son conseil et par lui-même lors de la procédure d'appel, qui a eu lieu après l'entrée en vigueur du Protocole facultatif. Il affirme donc que tous ses griefs sont recevables *ratione temporis*.

3.2 L'auteur affirme qu'en refusant la citation d'experts indépendants comme témoins pendant les procédures de première instance et d'appel, l'État partie a violé les droits qu'il tient du paragraphe 3 e) de l'article 14.

3.3 L'auteur affirme en outre que les procédures de première instance et d'appel ont été « manifestement arbitraires » et ont constitué un déni de justice, étant donné que les principes d'impartialité et d'égalité des armes et le droit de garder le silence n'ont pas été respectés, en violation du paragraphe 1 de l'article 14.

3.4 Bien qu'il ait fait une demande en ce sens, l'auteur n'a pas pu assister à la procédure d'appel, en violation des droits qu'il tient des paragraphes 3 d) et 5 de l'article 14.

3.5 L'auteur considère que la peine prononcée contre lui était arbitraire et qu'elle ne poursuivait pas un but légitime, mais visait plutôt à le réduire au silence. Cette peine était excessive par rapport à la gravité de l'infraction, et elle a été prononcée à l'issue d'un procès qui a constitué un déni de justice, en violation de l'article 9. De plus, les conditions de détention étaient dégradantes, en violation de l'article 10, et les règles pénitentiaires ont été appliquées de façon arbitraire et discriminatoire, en violation du droit au respect de la vie privée consacré par l'article 17.

3.6 Enfin, l'auteur affirme que les droits qu'il tient des articles 12, 17, 19 et 22 ont également été violés étant donné que sa détention avait pour but d'entraver l'exercice des activités légitimes qu'il menait en sa qualité de défenseur des droits de l'homme.

<sup>10</sup> L'auteur renvoie à la communication n° 520/1992, *Könye c. Hongrie*, décision adoptée le 22 septembre 1992, par. 6.2.

### Observations de l'État partie sur la recevabilité et sur le fond

4.1 Dans une note verbale du 22 février 2011, l'État partie a contesté la recevabilité de la communication au motif que l'auteur n'avait pas épuisé tous les recours internes disponibles conformément au paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif. En ce qui concerne plus précisément les allégations de violations commises pendant la procédure préliminaire et le procès, il relève qu'une demande d'examen juridictionnel a été présentée par l'avocat de l'auteur, et rejetée. Il affirme que l'auteur aurait dû « demander personnellement » cet examen, conformément à l'article 460 du Code de procédure pénale.

4.2 L'État partie affirme que les griefs relatifs aux conditions de détention dans la colonie pénitentiaire sont eux aussi irrecevables, étant donné que l'auteur n'a pas engagé de procédures d'appel et de contrôle devant les tribunaux. Il souligne que l'auteur a soumis la présente communication au Comité avant que l'examen de ses appels contre les mesures disciplinaires ne soit achevé.

4.3 Dans une note verbale du 22 juin 2011, l'État partie a présenté ses observations sur le fond de la communication. En ce qui concerne le fait que des experts indépendants n'aient pas été entendus comme témoins, il fait valoir que la police avait non seulement procédé à une expertise, mais aussi interrogé deux experts supplémentaires et pris leur déposition. Le jugement rendu par le tribunal de première instance et les décisions des instances d'appel s'appuient donc sur les preuves recueillies au cours de ces procédures. Les résultats des expertises réalisées par d'autres experts ne pouvaient pas être admis comme preuve, parce que ces expertises avaient été menées en violation des dispositions du Code de procédure pénale.

4.4 En ce qui concerne l'impartialité des tribunaux, ainsi que l'égalité des armes et le droit de garder le silence, l'État partie fait valoir que, conformément à la législation nationale, les tribunaux sont indépendants et guidés uniquement par la loi. En ce qui concerne le statut de l'auteur, une personne ne devient un suspect qu'une fois qu'une procédure pénale a été engagée. Avant l'ouverture de la procédure pénale le concernant, l'auteur a été interrogé en tant que témoin, et il avait pleinement le droit de garder le silence – personne ne l'a forcé à donner des informations ou à s'accuser.

4.5 L'État partie fait aussi valoir que le processus de réconciliation ne peut être engagé par les tribunaux que si la victime ne s'oppose pas à une telle procédure. Le tribunal a tenu compte de l'opinion des proches du défunt. La sœur du défunt, par exemple, de même que d'autres parents, n'était pas d'accord avec la réconciliation et a insisté pour que l'auteur soit inculpé et jugé. Étant donné que l'auteur n'a pas admis sa culpabilité et que certains parents ont insisté sur l'action pénale, le tribunal a conclu que la réconciliation avait échoué.

4.6 En ce qui concerne le droit de l'auteur à un recours utile, l'État partie fait valoir que le tribunal a dûment examiné la demande de l'auteur d'être présent au procès en appel. L'article 408 du Code de procédure pénale prévoit que la personne condamnée ne participe à cette procédure que si le Bureau du Procureur a requis un alourdissement de la peine ou une aggravation du jugement du tribunal de première instance. Comme ce n'était pas le cas, le tribunal a décidé que la participation de l'auteur n'était pas nécessaire. En outre, comme il ressort de l'arrêt de la juridiction d'appel, trois avocats ont assuré la défense de l'auteur.

4.7 L'État partie affirme que les allégations de l'auteur concernant le caractère arbitraire de sa détention et les conditions de vie dans la colonie pénitentiaire sont sans fondement. L'auteur a été placé en détention uniquement en raison de l'infraction commise, et non de sa profession. En ce qui concerne la durée de la détention, l'État partie fournit des statistiques concernant les infractions au paragraphe 2 de l'article 296 du Code pénal. De 2008 à 2010, 632 personnes ont été condamnées en



vertu de cet article, dont 102 à des peines similaires ou plus sévères. Par conséquent, la peine prononcée contre l'auteur ne peut pas être considérée comme excessive ou discriminatoire.

4.8 En ce qui concerne le traitement discriminatoire auquel l'auteur aurait été soumis en détention et qui constituerait selon lui une violation des articles 10 et 17 du Pacte, l'État partie soutient que la première des mesures disciplinaires contre l'auteur a été motivée par le fait qu'il avait enfreint le règlement de la colonie pénitentiaire en refusant de signer son contrat de travail<sup>11</sup>. L'État partie fait valoir que de telles mesures disciplinaires sont courantes et indique que 137 infractions de ce type ont été enregistrées en 2010. L'auteur a fait l'objet d'une autre mesure disciplinaire le 17 juillet 2010, parce qu'il avait regardé la télévision pendant les heures de sommeil (95 infractions de ce type ont été enregistrées en 2010). Le 9 février 2011, il a été sanctionné pour avoir amené de la nourriture prise à la cantine dans le dortoir (23 cas enregistrés en 2010).

4.9 En outre, l'État partie fait valoir qu'en raison de ces infractions et mesures disciplinaires, l'auteur ne pouvait pas prétendre à une libération conditionnelle anticipée, telle que prévue par l'article 453 du Code de procédure pénale. Cette décision a été prise par une commission de l'administration de la colonie pénitentiaire et l'auteur n'a pas fait appel.

4.10 En ce qui concerne l'assistance médicale dans la colonie, l'État partie indique que celle-ci compte un médecin et une infirmière parmi les membres du personnel. Si nécessaire, les détenus sont envoyés dans des établissements médicaux à l'extérieur. Le 13 novembre 2009, l'auteur a consulté un dentiste, et n'a pas formulé de plainte. En décembre 2009, il a été envoyé dans une clinique privée pour des soins dentaires. En ce qui concerne les autres conditions de détention, l'État partie fait valoir que le dortoir où l'auteur a été placé a une superficie de 53 mètres carrés, pour 26 occupants, et qu'il y a une salle TV, un placard, des toilettes, une douche et une cantine séparés.

4.11 L'État partie affirme aussi que, pendant sa détention, l'auteur a reçu 249 visites de membres de la famille, d'amis et de représentants de diverses organisations et ambassades. Il a pu voir sa femme et son fils 54 fois. Il n'a pas été autorisé à séjourner en dehors de la colonie à cause des mesures disciplinaires prises contre lui.

4.12 En conclusion, l'État partie nie que l'auteur ait subi un traitement discriminatoire. L'auteur a été traité conformément à la législation nationale, au Pacte et aux règles minima pour le traitement des détenus.

#### **Commentaires de l'auteur sur les observations de l'État partie concernant la recevabilité et le fond**

5.1 Dans une note du 29 août 2011, l'auteur, répondant aux observations de l'État partie sur la recevabilité et sur le fond, a réaffirmé sa position concernant les violations alléguées<sup>12</sup>. En ce qui concerne la recevabilité, il explique qu'il n'a pas présenté lui-même de demande d'examen juridictionnel à la Cour Suprême en raison

<sup>11</sup> L'État partie cite l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, qui disposent ce qui suit : « Tous les détenus condamnés sont soumis à l'obligation du travail, compte tenu de leur aptitude physique et mentale telle qu'elle sera déterminée par le médecin ». « Dans les limites compatibles avec une sélection professionnelle rationnelle et avec les exigences de l'administration et de la discipline pénitentiaire, les détenus doivent pouvoir choisir le genre de travail qu'ils désirent accomplir. ».

<sup>12</sup> Dans sa lettre datée du 22 décembre 2011, l'auteur réaffirme une fois de plus sa position concernant les violations alléguées de tous les articles visés (voir par. 1.1). En outre, il affirme que les dispositions du Code de l'exécution des peines concernant le travail obligatoire sont inconstitutionnelles. Le 13 mars 2012, l'auteur, par l'intermédiaire de son conseil, a informé le Comité qu'il devait être libéré le 17 mars 2012 dans le cadre d'une amnistie générale.



de la jurisprudence du Comité dans l'affaire *Gelazauskas c. Lituanie*<sup>13</sup> et du rejet de la demande d'examen juridictionnel présentée par son avocat.

5.2 L'auteur fait valoir que le Comité appréciera l'existence de violations du Pacte à partir de la date à laquelle il commencera l'examen de la communication, quelle que soit la date de la présentation de celle-ci. L'auteur a continué de se plaindre des conditions de détention, de discrimination et des restrictions excessives imposées à ses contacts avec le monde extérieur mais aucune de ses plaintes n'a été suivie d'effet.

5.3 L'auteur maintient sa position concernant le refus du tribunal de faire appeler un expert indépendant supplémentaire et le fait qu'il n'a pas eu la possibilité de préparer sa défense pour contester les preuves ou demander l'ajout de nouvelles preuves avant le procès. Il affirme que les déclarations qu'il avait faites en tant que témoin n'auraient pas dû être utilisées contre lui au procès, car cela constituait une violation du Code de procédure pénale et des dispositions du Pacte protégeant contre l'auto-accusation. Il réaffirme que le tribunal aurait dû utiliser la procédure de réconciliation car il n'avait pas à prendre en compte les opinions de tous les membres de la famille mais seulement celle des parents « proches ».

5.4 L'auteur affirme que, même si sa présence n'était pas exigée par la loi, son absence a constitué une atteinte au principe d'équité de la procédure. L'État partie n'a pas expliqué pourquoi il était impossible que l'auteur participe à l'audience. La décision rendue était elle-même arbitraire et ne servait pas un but légitime, mais visait plutôt à réduire l'auteur au silence. L'auteur fait valoir en outre qu'il a contesté la constitutionnalité de l'article 99 du Code de l'exécution des peines au sujet du contrat de travail obligatoire pendant la détention mais que les juridictions internes ont refusé d'examiner sa plainte. L'effet conjugué des restrictions imposées à l'auteur pendant sa détention constitue une violation par l'État partie des articles 10 et 17 du Pacte<sup>14</sup>.

5.5 En ce qui concerne les remèdes, l'auteur prie le Comité : a) de conclure que l'État partie a violé tous les articles visés; b) de demander à l'État partie d'annuler sa condamnation; de demander à l'État partie de lui accorder une indemnisation juste.

### **Observations supplémentaires de l'État partie**

6.1 Dans une note verbale en date du 15 novembre 2011, l'État partie indique que le Bureau du Procureur général a examiné la plainte de l'auteur concernant la mesure disciplinaire qui lui avait été imposée. Un recours a ensuite été formé contre cette décision devant le tribunal de district d'Ulan, qui a débouté l'auteur. En même temps, l'auteur a adressé une requête au Conseil constitutionnel et demandé que l'article 99 du Code de l'exécution des peines soit déclaré inconstitutionnel. Cette requête a également été rejetée, parce que le Conseil constitutionnel ne peut pas être saisi directement par les particuliers<sup>15</sup>.

6.2 L'État partie considère que le travail effectué par les détenus n'enfreint pas la législation nationale et n'est pas non plus contraire à ses obligations internationales mais vise à « corriger les personnes condamnées ». Le refus de travailler en détention constitue donc une infraction aux règles pénitentiaires et peut donner lieu à des mesures disciplinaires.

<sup>13</sup> L'auteur renvoie à la communication n° 836/1998, *Gelazauskas c. Lituanie*, constatations adoptées le 17 mars 2003.

<sup>14</sup> L'auteur affirme également que la « peine excessive » prononcée contre lui ainsi que les conditions rigoureuses et les restrictions qui lui ont été imposées pendant sa détention faisaient toutes parties d'une campagne visant à le réduire au silence en tant que défenseur des droits de l'homme.

<sup>15</sup> L'État partie renvoie à l'article 72 de la Constitution, qui dispose que le Conseil constitutionnel ne peut recevoir de requêtes que de certains représentants de l'État.

## Délibérations du Comité

### *Examen de la recevabilité*

7.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité des droits de l'homme doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

7.2 Le Comité s'est assuré, comme il est tenu de le faire conformément aux dispositions du paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif, que la même affaire n'était pas en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

7.3 Le Comité prend note de l'argument de l'État partie qui affirme que l'auteur n'a pas épuisé les recours internes puisqu'il n'a pas demandé « personnellement » à la Cour suprême de procéder à un examen juridictionnel de son cas et n'a pas engagé de procédure d'appel ni de réexamen devant les tribunaux pour contester les mesures disciplinaires prises contre lui pendant sa détention. Le Comité rappelle sa jurisprudence, dont il ressort que les demandes de réexamen<sup>16</sup> aux fins de contrôle de décisions judiciaires passées en force de chose jugée portées devant le président d'un tribunal et subordonnées au pouvoir discrétionnaire du juge constituent un recours extraordinaire et que l'État partie doit montrer qu'il existe des chances raisonnables que ces demandes offrent un recours utile dans les circonstances de l'espèce<sup>17</sup>. De plus, en ce qui concerne les procédures engagées pour contester les mesures disciplinaires prises contre l'auteur, le Comité note que l'auteur a adressé des plaintes au Bureau du Procureur et au tribunal de district d'Ulan, même si cela a été fait après la date de présentation de la communication au Comité. Dans ces circonstances, le Comité conclut que les dispositions du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif ne font pas obstacle à l'examen de la communication.

7.4 Le Comité relève que les violations des paragraphes 1 et 3 d) et e) de l'article 14 lors de l'enquête et du jugement en première instance auraient eu lieu avant l'entrée en vigueur du Protocole facultatif pour l'État partie (soit avant le 30 septembre 2009). Il rappelle sa jurisprudence<sup>18</sup>, dont il ressort qu'il ne peut examiner des allégations de violations du Pacte qui se seraient produites avant l'entrée en vigueur du Protocole facultatif pour l'État partie concerné, sauf si ces violations ont persisté après cette date. Le Comité considère que les actes ou omissions imputés à l'État partie en l'espèce ne constituent pas une violation continue et, en conséquence, déclare ces griefs irrecevables *ratione temporis* en vertu de l'article premier du Protocole facultatif.

7.5 Pour ce qui est des griefs que l'auteur tire des paragraphes 1 et 3 d) et e) de l'article 14 en ce qui concerne l'examen des éléments de preuve et la citation des témoins experts au cours du procès en appel, le Comité rappelle qu'il appartient en général aux tribunaux des États parties d'apprécier les faits et la preuve dans une affaire donnée, sauf s'il peut être établi que cette appréciation était clairement arbitraire ou équivalait à un déni de justice, ou que le tribunal a manqué à son

<sup>16</sup> Le Comité fait également observer que ces demandes, de même que toute autre motion et requête adressée à un tribunal, peuvent être présentées par un conseil dûment autorisé au nom de l'intéressé.

<sup>17</sup> Voir *Gelazauskas c. Lituanie*, par. 7.4; communication n° 1851/2008, *Sekerko c. Bélarus*, constatations adoptées le 28 octobre 2013, par. 8.3; communications n°s 1919-1920/2009, *Protsko et Tolchin c. Bélarus*, constatations adoptées le 1<sup>er</sup> novembre 2013, par. 6.5; communication n° 1784/2008, *Schumilin c. Bélarus*, constatations adoptées le 23 juillet 2012, par. 8.3; communication n° 1814/2008, *P. L. c. Bélarus*, décision d'irrecevabilité adoptée le 26 juillet 2011, par. 6.2.

<sup>18</sup> Voir, par exemple, communications n°s 422-424/1990, *Aduayom et consorts c. Togo*, constatations adoptées le 30 juin 1994, par. 6.2; *Könye c. Hongrie*, par. 6.4.

obligation d'indépendance et d'impartialité. À la lumière des informations figurant dans le dossier, le Comité considère que, en l'espèce, l'auteur n'a pas montré que le « parti pris » ou le non-respect allégués de « l'égalité des armes » avaient un caractère arbitraire s'agissant de l'appréciation des preuves ou constituaient un déni de justice. En conséquence, le Comité conclut que les griefs que l'auteur tire des paragraphes 1 et 3 d) et e) de l'article 14 n'ont pas été suffisamment étayés. Il déclare donc cette partie de la communication irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

7.6 Le Comité prend note également des allégations de l'auteur qui affirme que le Tribunal d'appel régional d'Almaty ne lui a pas permis d'être présent pendant la procédure d'appel, en violation du paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte. Il considère toutefois que l'auteur n'a pas démontré que le fait qu'il n'ait pu assister à la procédure en appel a constitué une violation de ses droits au titre du paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte. En conséquence, le Comité déclare ces griefs irrecevables en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

7.7 Pour ce qui est des allégations de violation des articles 9, 12, 17, 19 et 22 du Pacte, le Comité prend note de l'argument de l'État partie qui fait valoir que ces restrictions ont été imposées à l'auteur en conséquence de sa détention, qui elle-même résultait d'un jugement en bonne et due forme rendu par un tribunal. De plus, en ce qui concerne l'allégation de violation du paragraphe 5 de l'article 14, le Comité considère que l'auteur n'a pas étayé les griefs relatifs à ses droits pendant la procédure en appel. En conséquence, et en l'absence de toute autre information pertinente dans le dossier, il considère que l'auteur n'a pas suffisamment étayé ces allégations aux fins de la recevabilité. Par conséquent, il déclare cette partie de la communication irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

7.8 Enfin, à propos du grief de l'auteur qui affirme que ses droits au titre de l'article 10 ont été violés du fait qu'on lui a demandé de signer un contrat avec une entreprise publique, le Comité relève que l'État partie fait valoir que le travail en détention relève d'une obligation générale et que le refus de travailler est considéré comme une violation des règles pénitentiaires. Conformément au paragraphe 3 b) de l'article 8 du Pacte, l'interdiction du travail forcé ne saurait être interprétée comme excluant l'accomplissement d'un dur travail en application d'une peine infligée par un tribunal compétent. Le paragraphe 3 c) i) de l'article 8 du Pacte dispose en outre qu'un détenu peut être astreint à un travail ou un service normalement requis d'un individu qui est détenu en vertu d'une décision de justice régulière. Lorsqu'il oblige un détenu à travailler, l'État doit s'assurer que l'intéressé est apte à effectuer le travail demandé; cependant l'existence d'une telle obligation ne constitue pas en soi une violation du Pacte. Le Comité relève que, bien que l'auteur ait indiqué qu'il n'était pas satisfait des conditions de travail, rien dans le dossier, hormis cette déclaration d'ordre général, ne permet de connaître les motifs d'un tel mécontentement. Par exemple, on ne sait pas clairement si le travail requis était éprouvant sur le plan physique ou psychologique. En conséquence, le Comité considère que ce grief n'est pas étayé et le déclare irrecevable en vertu de l'article 2 du Protocole facultatif.

8. En conséquence, le Comité des droits de l'homme décide :

- a) Que la communication est irrecevable en vertu des articles 1<sup>er</sup> et 2 du Protocole facultatif;
- b) Que la présente décision sera communiquée à l'État partie et à l'auteur.

## Appendice

### Opinion individuelle (concordante) de Yuval Shany

1. Tout en souscrivant à la décision du Comité, je tiens à faire part de mes doutes en ce qui concerne la question de savoir si l'État partie a effectivement respecté les droits que l'auteur tient du Pacte lorsqu'il lui a interdit d'être présent à son procès en appel.

2. Selon les faits présentés au Comité, le tribunal régional d'Almaty a jugé que « la participation de la personne condamnée n'était obligatoire que dans les cas où le procureur demandait une peine plus lourde que celle prononcée en première instance » (par. 2.9) et que la présence de l'auteur n'était « pas nécessaire » (par. 4.6). Bien que le Pacte n'exige pas des États parties qu'ils prévoient la présence physique des personnes condamnées à toutes les audiences d'appel (par opposition à leur présence physique en première instance, qui est prévue par le paragraphe 3 d) de l'article 14), le déroulement des procédures d'appel doit assurer à la personne concernée certaines des garanties essentielles prévues au paragraphe 1 de l'article 14 – à tout le moins, le droit à l'égalité devant les tribunaux<sup>a</sup> et le droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi<sup>b</sup>. En conséquence, dans des circonstances dans lesquelles il a été démontré que la demande de la personne condamnée d'assister en personne aux audiences d'appel avait fait l'objet d'une décision discriminatoire, ou qu'une telle présence était essentielle pour assurer l'équité de la procédure d'appel, le fait d'interdire à l'intéressé d'y assister constituerait une violation du Pacte.

3. Dans le cas d'espèce, l'auteur n'a pas établi que l'article 408 du Code de procédure pénale du Kazakhstan, qui prévoit que la présence de la personne au tribunal est obligatoire dans les cas où l'appel est interjeté par le ministère public, mais pas dans ceux où il est formé par la défense, a pour objectif d'exercer une discrimination à l'égard des personnes condamnées ou a effectivement violé son droit à l'égalité des armes, compte tenu du fait que l'auteur a été représenté dans le procès en appel par trois avocats. En outre, l'auteur n'a pas expliqué en quoi son exclusion des audiences d'appel a dans la pratique nui au principe d'équité de la procédure. En conséquence, même si j'ai encore des doutes sur la question de savoir si l'article 408 est conforme aux dispositions du Pacte et si le tribunal régional d'Almaty a dûment apprécié les droits que l'auteur tient du paragraphe 1 de l'article 14 quand il a décidé de lui interdire d'assister aux audiences d'appel, je conviens avec le Comité que l'auteur n'a pas étayé les griefs qu'il tire à cet égard du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte.

---

<sup>a</sup> Le droit à l'égalité devant les tribunaux conformément au paragraphe 1 de l'article 14 reflète, entre autres, le principe de « l'égalité des armes ». Voir l'observation générale n° 32 (2007) du Comité sur le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable, par. 8.

<sup>b</sup> Voir, par exemple, la communication n° 1086/2002, *Sholam Weiss c. Autriche*, constatations adoptées le 3 avril 2003, par. 9.6.